

3. FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT POUR EXERCER LES ACTIVITES DE COURTIER / NEGOCIANTS/ CONSEILLERS EN INVESTISSEMENTS/ GESTIONNAIRE D'INVESTISSEMENTS/BANQUES D'INVESTISSEMENTS/ COMMISSAIRES AUX COMPTES/ ORGANISMES DE PLACEMENTS COLLECTIFS/ DEPOSITAIRES / REGISTRAIRES/AGENCE DE NOTATION.

PARTIE I : NATURE DE L'AGREMENT

1.1 Veuillez indiquer la nature de la demande (cocher la case correspondante) :

- Agrément
- Modification d'un agrément précédemment obtenu

En cas de modification des conditions initiales d'agrément, préciser les raisons :

.....

.....

.....

1.2 L'entité souhaite obtenir un agrément en qualité de (cocher la case correspondante) :

- a. Courtier/négociant
- b. Conseiller en investissements
- c. Gestionnaire d'investissement
- d. Banque d'investissement
- e. Organisme de placement collectif
- f. Dépositaire
- g. Registraire
- h. Commissaire aux comptes
- i. Agence de notation

Partie II : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE

II.1. Présentation de la société

Dénomination sociale	
Siège social	
Téléphone	
Fax :	
E. mail	
Forme juridique (joindre copie des Statuts)	
Numéro d'Immatriculation au registre de commerce (joindre copie du registre de commerce)	
Numéro d'Identification Fiscal(joindre copie du NIF)	
Montant du capital social	

II.2. Capital social

Montant du capital en BIF	
Valeur nominale unitaire	
Nombre d'actions /Parts sociales	
Montant libéré en BIF	

II.3 Identité des actionnaires/associés

Nom ou raison sociale de l'actionnaires/associés	Nationalité	Fonction ou activité/obj et social	Adresse	capital		%du capital détenu	% des droits de vote
				Apport en nature	Apport en numéraire		

❖ Joindre pour chaque actionnaire :

- *Personne physique : copie de la pièce d'identité, casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois, présentation de ses activités et/ou CV.*
- *Personne morale : Copie du registre de commerce, copie du numéro d'identification fiscale et des statuts*

II.4. Dirigeants de la société

Nom et prénoms	Qualité	Autres fonctions	Date de Nomination	Durée du mandat

❖ Joindre pour chaque dirigeant :

- *Un CV détaillé, faisant ressortir l'expérience professionnelle ;*
- *Copie certifiée conforme à l'original du diplôme ;*
- *Copie de la pièce d'identité ;*
- *Un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;*
- *Copie de l'acte de nomination (PV du Conseil d'Administration, etc.).*

II.5. Membres du Conseil d'Administration ou de Surveillance

Nom et prénoms ou raison sociale	Date de nomination	Fonction au sein du CA	Autres fonctions exercées dans la société	Entités dans lesquelles il exerce d'autres fonctions

❖ Joindre pour chaque membre du Conseil d'Administration :

- Une copie de la pièce d'identité
- Un CV détaillé, faisant ressortir l'expérience professionnelle
- Un extrait du casier judiciaire (ou équivalent) datant de moins de trois (3) mois
- Actes de nomination (PV de l'assemblée Générale, PV du CA, lettres de désignation en qualité de représentant permanent, etc.).

II.6. Renseignements sur la Société, ses actionnaires, ses dirigeants et son Conseil d'Administration

Le demandeur, l'un de ses administrateurs ou dirigeant a-t-il été déclaré en faillite au Burundi ou ailleurs ? Oui Non .

Si « oui », préciser.

Le demandeur, un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur a-t-il tenu un rôle prépondérant dans une société qui, sous sa conduite, a été déclarée en faillite et n'a pas été réhabilitée. Oui Non .

Si oui. Donner les détails

Le demandeur s'est-il vu refuser une autorisation en vertu des lois et règlements en vigueur au Burundi par l'ARMC. Oui Non .

Si oui. Donner les détails

Un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur est-il ou a-t-il été soumis à toute forme de mesure disciplinaire par une organisation professionnelle dont il est ou était membre ?

Oui Non .

Si oui, donner des détails.....

Un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur est-il poursuivi ou a été condamné au Burundi ou à l'étranger comme auteur ou complice et n'a pas été réhabilité du chef des infractions prévues par la loi régissant le marché des capitaux du Burundi, la loi régissant l'Autorité de Régulation du marché des capitaux du Burundi, les règlements y relatifs ou les lois équivalentes à l'étranger, aux infractions suivantes : « *le faux monnayage ;la contrefaçon ou la falsification de titres publics ou d'effets de commerce, d'actions, d'obligations, de coupons d'intérêt ou de billets de banque, la contrefaçon ou la falsification des sceaux, des timbres, des poinçons ou des marques, le faux et l'usage de faux, la violation des règles de change et de commerce extérieur, la corruption et les infractions connexes, le vol, l'extorsion, le détournement ou l'abus de confiance, l'escroquerie ou le recel, l'émission de chèques sans provision, la banqueroute ou les infractions assimilées, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou tout autre crime économique et financier* ». Oui Non .

Si oui, donner des détails.....

Le demandeur, un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur a-t-il été déclaré défaillant au regard des lois et règlements en vigueur au Burundi. Oui Non .

Si oui, donner des détails.....

Le demandeur, un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur est-il membre, administrateur ou dirigeant d'une société membre d'une bourse des valeurs mobilières au Burundi ou à l'étranger ? Oui Non .

Si oui, donner des détails.....

Le demandeur, un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur a-t-il été expulsé ou suspendu de la négociation ou de l'adhésion à l'organisation d'une bourse des valeurs mobilières au Burundi ou à l'étranger ?

Oui Non .

Si oui, donner des détails.....

Le demandeur, un actionnaire ou associé du demandeur, l'un de ses administrateurs ou un dirigeant du demandeur a-t-il été soumis à toute autre forme de mesure disciplinaire par une bourse des valeurs mobilières au Burundi ou à l'étranger ?

Oui Non

Existe-t-il toute autre information supplémentaire jugée pertinente pour cette demande ?

.....

II.7. Situation financière

S'il s'agit d'une société existante, veuillez compléter les tableaux ci-dessous :

Bilan

Libellés	31.12. N-3	31.12. N-2	31.12. N-1
Total bilan			
Trésorerie			
Titres de placement (titres propres)			
Fournisseurs débiteurs			
Clients, prestations de services			
Créances clients litigieuses ou douteuses			
Autres clients			
Personnels et Comptes rattachés -Organismes sociaux			
Etat et collectivités publiques			
Autres débiteurs divers			
Moins (-) Dépréciations et risques provisionnés			
Débiteurs divers			
Immobilisations financières			
Dépôts et cautionnements			

Immobilisations en cours			
Charges immobilisées			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes versés sur immobilisations			
Moins (-) Amortissements et Provisions pour dépréciation			
Valeurs immobilisées nettes			
Trésorerie -Passif			
Clients créditeurs			
Fournisseurs et comptes rattachés			
Personnels et comptes rattachés - Organismes sociaux			
Etat et collectivités publiques			
Autres créditeurs divers			
Associé - Groupe			
Créditeurs divers			
Subventions et autres fonds reçus			
Provisions			
Comptes bloqués d'actionnaires			
Primes liées au capital			
Réserves			
Ecart de réévaluation			

Emprunts			
Capital et dotations			
Report à nouveau			
Résultat net de l'exercice			
Ressources durables			

Compte de résultat

Libellés	31.12. N-3	31.12. N-2	31.12. N-1
Charges sur opérations sur titres			
Charges externes et charges d'exploitation			
Rémunérations d'intermédiaires, apporteurs d'affaires			
Impôts taxes et versements assimilés			
Charges de personnel			
Frais financiers			
Dotations aux amortissements et provisions			
Charges hors activités ordinaires			
TOTAL CHARGES			
Produits sur opérations sur titres			
Produits de l'ingénierie financière			
Autres produits d'exploitation			
Produits sur immobilisations financières			
Reprise d'amortissement et provisions			
Autres produits			
Produits hors activités ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS			
Résultat avant impôts			
RESULTAT DE L'EXERCICE			

❖ Joindre au dossier :

- *Les comptes annuels des trois(3) dernières années, assortis des rapports du Commissaire aux Comptes ;*
- *une situation comptable ne remontant pas à plus de trois (3) mois et indiquant de manière détaillée l'état des actifs et passifs de la société, ses résultats pour l'exercice en cours ainsi que ses droits et engagements hors bilan, si les derniers comptes annuels remontent à plus de sept (7) mois.*

II.8. Description des moyens humains et techniques de la société.

II.8.1. Organigramme

Veillez indiquer les organes composant l'organigramme de la société

Départements	<input type="checkbox"/>
Directions	<input type="checkbox"/>
Sous-directions	<input type="checkbox"/>
Divisions	<input type="checkbox"/>
Services	<input type="checkbox"/>
Cellules	<input type="checkbox"/>
Autres (à préciser)	<input type="checkbox"/>

.....

.....

II.8.2. Personnel clé de la société

Nom et Prénom	Nationalité	Poste	Adresse et numéro de téléphone	Niveau hiérarchique	Qualifications académiques (Diplôme)

- ❖ Joindre pour chaque employé clé :
 - CV;
 - Copie conforme à l'original du diplôme, certificats de formation,
 - Fiches de poste ;
 - Plan de remplacement ;
 - Plan de formation.

- ❖ Joindre aussi la liste des autres membres du personnel précisant les noms et prénoms, les dates d'embauche et les fonctions.

II.9. Moyens techniques

- ❖ Joindre au dossier de demande une description détaillée des éléments suivants :

II.9.1. Système d'information

- i. décrire l'architecture globale des systèmes (incluant la sous-traitance), en fournissant le schéma des flux d'informations et l'indication des logiciels utilisés (internes ou externes) ;
- ii. décrire les moyens de secours mis en place (redondance, back-up,...) ;
- iii. décrire les procédures et outils de sécurité informatique (accès aux données et aux systèmes, sécurité des réseaux, pistes d'audit, sauvegarde...) ;
- iv. décrire les modalités de classement et de conservation des informations (périodicité, forme, lieu, durée) ;
- v. s'il s'agit d'un projet comprenant principalement des prestations via Internet, décrire également :
 - les moyens techniques et organisationnels envisagés afin de prévenir, détecter ou corriger les défaillances du système et d'en garantir la sécurité ;
 - les méthodes de protection des communications ;
 - les moyens humains et dispositifs mis en place pour assurer la sécurité et la surveillance des risques ;
 - les moyens de sécurité physique mis en place pour la protection des locaux et du matériel ;

- vi. si l'entreprise a souscrit une police d'assurance contre les risques opérationnels, fournir une description des garanties.

II.9.2. Matériel et dispositif de sécurité envisagés pour la protection

Décrire les caractéristiques du matériel et dispositif de sécurité envisagés pour la protection :

- i. des locaux ;
- ii. des fonds et des valeurs (sécurité matérielle).

II.9.3. Structure et Organisation envisagées

- i. décrire l'organisation et attributions des structures (*joindre projet de l'organigramme ou schéma d'organisation*);
- ii. description des procédures internes ;
- iii. circuit des ordres, des titres et des fonds ;
- iv. procédure d'ouverture de comptes clientèle ;
- v. comptabilisation des opérations ;
- vi. procédures de contrôle interne.
- vii. plan de continuité d'activités.

II.9.4. Contrôle interne et conformité

- i. décrire l'organisation et les moyens mis en œuvre pour assurer un contrôle interne efficace (contrôles permanents et ponctuels) ;
- ii. décrire les mesures adoptées par l'entreprise en vue d'éviter les conflits d'intérêts ;
- iii. décrire le dispositif visant à promouvoir le développement durable et prévenir le blanchiment des capitaux.

II.9.5. Commissaires aux comptes

Nom et Prénom Dénomination sociale	Adresse	N° de Téléphone Fax : E-mail	Durée du mandat (préciser la date de désignation et déchéance)

- ❖ Pour chaque Commissaire aux Comptes, joindre :
 - *la lettre d'acceptation ;*
 - *la décision ou le PV de l'instance le nommant ;*
 - *une plaquette de présentation.*

PARTIE III : STRATEGIE ET PROJECTIONS FINANCIERES DE LA SOCIETE

III.1. Veuillez préciser, par type d'activité envisagée, à quelle sorte de clientèle l'entreprise s'adressera (investisseurs institutionnels, particuliers, certains groupes cibles) en donnant une indication en % de la part prévue de chaque type de clientèle dans le chiffre d'affaires total.

Type d'activité	Clientèle	%

III.2. Veuillez préciser sur quelle base l'entreprise se fera rémunérer par sa clientèle. Si l'entreprise a déjà établi des tarifs, veuillez les joindre en annexe au dossier d'agrément.

- ❖ Joindre un plan d'affaires comprenant :
 - *la politique commerciale ;*
 - *les hypothèses utilisées pour les projections financières ;*
 - *un plan de financement.*

- ❖ Joindre la grille tarifaire envisagée.

PARTIE IV. IDENTIFICATION DU RESPONSABLE ET DE LA PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI DE LA DEMANDE

IV.1. Personne responsable de la demande d'agrément :

IV.1.1 Veuillez fournir les informations suivantes :

Nom et Prénom	
Nationalité	
Fonction	
Adresse	
Numéro de Téléphone fixe	
Numéro de Téléphone mobile	
Fax	
E-mail	

IV.1.2 Veuillez préciser à quel titre cette personne signe le dossier (cocher la case correspondante) :

- Personne disposant du pouvoir d'engager valablement la société
- Actionnaire qui détient le contrôle de la société
- Président du Conseil d'Administration
- Directeur Général ou Gérant
- Autres (A préciser) :
-
-

IV.2. Personne chargée du suivi du dossier d'agrément :

Nom et Prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de Téléphone fixe	
Numéro de Téléphone mobile	

Fax	
E-mail	
Signature	

IV.3. Déclaration et consentement

Directeur Général ;

Je déclare que je dispose du pouvoir de remplir cette demande au nom de l'entreprise postulante ;

En ma qualité de (1) J'ai l'honneur de vous faire parvenir une demande d'agrément pour exercer les activités de..... conformément à la loi n° 1/05 du 27 février 2019 régissant le marché des capitaux au Burundi et au règlement régissant l'octroi d'agrément ou d'autorisation.

Veillez trouver ci-joint les documents et renseignements complémentaires prévus conformément au règlement régissant l'octroi d'agrément ou d'autorisation.

Je soussigné (2), atteste sur l'honneur l'exactitude des informations communiquées et m'engage à porter immédiatement à la connaissance de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi, les changements intervenant sur l'un ou plusieurs des éléments contenus dans le présent dossier.

Je reconnais que l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux peut obtenir, auprès d'autres autorités de régulation du Burundi et notamment de mon autorité de régulation primaire, tous les renseignements nécessaires qu'elle estime utiles aux fins de l'examen et de l'évaluation de la présente demande.

Signature du Représentant Légal et cachet de la Société